

Saint-Genis-Pouilly

Le centre commercial de la discorde

Le complexe Open, en France voisine, peine à séduire. Des habitants des deux côtés de la frontière l'estiment nuisible.

Louis Viladent

Un Balexert version France voisine: c'est ce que prévoit la Commune de Saint-Genis-Pouilly, avec son projet Open. Deux mille places de parking et 50'000 mètres carrés de superficie pour accueillir 70 enseignes: les travaux devraient débuter d'ici à la fin de l'année. Le projet est pourtant loin de faire l'unanimité, de part et d'autre de la frontière.

D'après le géologue Rémi Fontaine, membre de l'association de protection de l'environnement gessien Atena, le centre commercial tel qu'il est conçu repose à proximité dangereuse d'une zone humide: «Les surfaces imperméables du centre commercial empêcheront la pénétration de l'eau dans les sols, et donc l'approvisionnement de la nappe phréatique en dessous. Cela risque d'assécher l'Allondon, qui poursuit son cours jusqu'en Suisse voisine.» Le phénomène est confirmé par Maxime Prevedello, secrétaire



Le projet de centre commercial Open est conduit par la société Frey. DR

de la Fédération des sociétés de pêche genevoises (FSPG): «Les golfs à proximité du futur centre

contribuent déjà à l'assèchement de l'Allondon. D'avantage d'urbanisation ferait de ce cours d'eau

un chemin de cailloux. Ce serait catastrophique pour la faune et le biotope des deux côtés de notre

Un historique tumultueux

● Depuis 2014, le dossier de la zone de chalandise d'Open traverse un tas d'embûches administratives. En 2017, la Commission départementale de l'aménagement commercial (CDAC) de l'Ain avait arbitré un premier refus, en raison de l'engorgement routier qu'allait générer le projet. La même année, le projet était avalisé par la Commission

nationale de l'aménagement commercial (CNAC), à la surprise générale: «Les habitants n'ont pas compris la raison de ces deux décisions contradictoires», explique Françoise, une habitante du quartier à proximité du futur centre d'achats. En 2018, le centre commercial voisin et concurrent Val Thoiry dépose un recours à l'encontre du projet. Dès lors, les dés

seront jetés jusqu'en juin 2020. Le verdict tombe: la Cour administrative d'appel de Lyon donne son feu vert au centre commercial, après six ans de bataille juridique et un investissement chiffré à 150 millions d'euros. Une mobilisation citoyenne est prévue le 5 septembre prochain dans le Pays de Gex, en opposition au projet. **L.V.**

frontière. Il y a un côté crépusculaire à vouloir construire davantage, quand on sait que la bétonisation de cette zone pèse déjà sur nos cours d'eau en Suisse voisine», poursuit-il.

Pour des raisons écologiques, la ville de Saint-Genis-Pouilly a pourtant récemment saisi le tribunal afin de faire annuler le permis de construire d'un bassin de rétention d'eau prévu par le CERN: «Au regard des dimensions du projet qui nécessite la destruction de plus de 15'000 mètres carrés de flore, celui-ci engendre des conséquences non négligeables sur la faune et la flore avoisinante et porte également atteinte à la protection de la ressource en eau», déclarait la Commune dans son communiqué. Pour l'une des membres du collectif Stop au projet Open à Saint-Genis-Pouilly, les contradictions dans les objectifs écologiques de la Commune «ne peuvent être que le reflet d'intérêts privés, poursuivis aux dépens de ceux de la population».

Le secrétaire de la FSPG l'affirme: «Ce projet prouve que les enjeux financiers ont priorité sur la coopération transfrontalière. Il faut penser aux conséquences au-delà des démarcations administratives.»

Le projet n'est pas sans incidence sur l'entente franco-genevoise. Le procès-verbal d'une séance de la Communauté de communes du Genevois datant du

28 juin 2019 révèle qu'Open pourrait être l'origine de la réticence suisse à financer l'extension du tramway entre Genève et Saint-Genis-Pouilly: «Monsieur Bertrand (ndlr: maire de Saint-Genis-Pouilly) le sait très bien car des conseillers d'État l'ont exprimé. Il était impossible pour eux de soutenir pleinement un projet de cofinancement pour le tramway quand dans le même temps la Commune développe un projet commercial qui peut déstabiliser Balexert et la Rive droite, sans concertation avec le Canton», peut-on lire dans le rapport. Confronté à ce document, M. Bertrand nie avoir eu connaissance d'un tel avis émis par le Canton de Genève.

Parmi les commerçants genevois, la question des retombées économiques qu'aurait un établissement de cette envergure sur leur activité se pose: «L'impact d'un tel projet sur les commerçants locaux est indéniable, explique Sophie Dubuis, présidente de la Fédération du commerce genevois. Nous espérons que les Genevois choisiront de consommer local.» Une commerçante meyrinoise qui a souhaité rester anonyme s'inquiète, elle aussi: «C'est une crainte pour nous qui sommes situés près du futur centre.»

Proche lui aussi, le centre Balexert n'a pas souhaité faire de commentaire quant aux enjeux financiers d'un centre commercial similaire dans le secteur.

La langue des signes sera enseignée au sein d'un bachelor de l'Université

Genève
La Faculté de traduction et d'interprétation proposera un cursus dès septembre 2021.

Les quelque 200 élèves inscrits au bachelor en communication multilingue de la Faculté de traduction et d'interprétation de l'Université de Genève (UNIGE) pouvaient jusqu'à présent choisir trois langues, en fonction de leur langue active, parmi lesquelles le français, l'anglais, l'italien, l'allemand, l'espagnol, l'arabe et le russe. Dès septembre 2021, la langue des signes s'ajoutera à la liste.

Les futurs étudiants devront toutefois déjà posséder des bases en langue des signes avant d'intégrer le cursus, comme c'est le cas pour les autres langues. Un niveau A2 est requis et sera testé lors de la sélection.

«C'est grâce au financement externe de la Fédération suisse des sourds (SGB-FSS), de la fondation Procom, obtenu dans le cadre du Centre suisse pour une communication sans barrière, et de la Faculté que nous avons pu mettre sur pied ce projet», se réjouit Pierrette Bouillon, doyenne de la Faculté de traduction et d'interprétation.

L'idée est née d'un constat: si plusieurs cours tout public de langue des signes existent, comme ceux de la Fédération suisse des sourds, de l'Ifage, de l'association S5 ou de l'École-club Migros, aucune formation en interprétation en langue des signes n'existait en Suisse romande et au Tessin. Seule la Suisse alémanique proposait jusque-là une filière d'étude bachelor au sein de la Haute École d'éducation spécialisée de Zurich (HfH).

Pénurie d'interprètes

Mais, attention, le bachelor de l'Université de Genève ne sera pas suffisant pour former des interprètes en langue des signes. Les

étudiants qui souhaiteront en faire leur métier devront compléter leur apprentissage en France. «Il était indispensable de commencer par le bachelor, mais nous espérons rapidement pouvoir proposer d'autres formations, afin d'assurer un cursus complet à Genève», souligne Irene Strasly, collaboratrice scientifique à la Faculté.

«Il faudrait au moins une dizaine d'interprètes supplémentaires pour la Suisse romande»

Sandrine Burger

Porte-parole de la Fédération suisse des sourds

L'enseignement permettra toutefois, pour les élèves, futurs chercheurs ou encore communicants, d'acquérir des compétences précieuses. «Les sites internet intègrent de plus en plus de vidéos signées, par exemple», note Pierrette Bouillon, qui espère aussi que le champ de recherche académique, à travers la rédaction de thèses et l'élaboration d'outils informatiques, se développera à l'UNIGE. Par exemple, le projet BabelDr, en collaboration avec les HUG, vise déjà à mettre en place un traducteur automatique vers la langue des signes destiné au triage médical.

«Nous sommes ravis de ce premier pas de l'Université», déclare Sandrine Burger, porte-parole de la Fédération suisse des sourds, qui rappelle que la Suisse romande souffre d'une réelle pénurie d'interprètes. Les seuls qui interviennent pour l'heure sont la vingtaine de professionnels de la

fondation Procom et les quatre membres de l'Association interprètes LSF indépendantes. «Il faudrait au moins une dizaine de personnes supplémentaires pour la Suisse romande», estime-t-elle.

La fondation Procom fait jusqu'à présent bien souvent appel à des personnes issues d'universités françaises ou italiennes. Mais une formation leur est ensuite nécessaire, afin d'adapter certains signes, compléter le vocabulaire avec des spécificités romandes, notamment culturelles et politiques.

L'accès à des interprètes est un droit pour les personnes sourdes. Le besoin se ressent dans de nombreuses situations, comme lors d'urgences médicales, durant lesquelles une bonne communication se révèle parfois vitale.

À l'Université de Genève, l'ajout de la langue des signes se fera en deux temps. À la rentrée 2021, la langue des signes française sera d'abord proposée aux étudiants francophones. Puis, en 2023, aux étudiants italophones. Rappelons que la langue des signes n'est pas universelle.

Si le recrutement attendra l'automne, il est déjà prévu que ce sont des enseignants sourds qui dispenseront les cours, éventuellement en collaboration avec des personnes entendant qui maîtrisent la langue des signes.

«C'est toujours mieux quand c'est la langue maternelle du professeur, qui apporte un vocabulaire mais aussi une culture, déclare Sandrine Burger. C'est également l'occasion d'offrir des places de travail à des personnes sourdes. Leur insertion dans le monde du travail reste encore difficile.»

La Fédération suisse des sourds estime qu'il y a environ 10'000 personnes sourdes en Suisse et 800'000 personnes malentendantes.

Lorraine Fasler

PUBLICITÉ

Le Matin Dimanche
Offre spéciale jetons

Abonné(e) à La Tribune de Genève?
Profitez de tarifs préférentiels sur l'achat de vos jetons.

Pour trouver la caissette la plus proche, rendez-vous sur macaissette.ch

CLUB Tribune de Genève

Tarifs préférentiels sur l'achat de jetons pour retirer Le Matin Dimanche en caissette

<p>26 JETONS (6 MOIS)</p> <p>CHF 120.- (au lieu de CHF 130.-*)</p> <p>+ 4 jetons offerts (valeur CHF 20.-)</p>	<p>52 JETONS (12 MOIS)</p> <p>CHF 230.- (au lieu de CHF 260.-*)</p> <p>+ 12 jetons offerts (valeur CHF 60.-)</p>
--	--

Comment profiter de l'offre?
Appelez le **0842 833 833** en spécifiant votre n° d'abonné(e) *Club Tribune de Genève* ou commandez par internet sur jetons.lematindimanche.ch
Offre valable jusqu'au 31 décembre 2020.

Comment devenir membre du Club?
Retrouvez tous vos avantages (valables sur présentation de votre carte Club) sur tdg.ch/club.
Abonnements et renseignements: **0842 850 150**.

Notre partenaire

Le Matin Dimanche

* Par rapport au prix de vente au numéro